



Gilets jaunes: patronat, artisans et commerçants souhaitent des mesures pour les soutenir

Laure BRUMONT

698 mots

26 novembre 2018

12:04

Agence France Presse

AFPFR

Français

Copyright Agence France-Presse, 2018 All reproduction and presentation rights reserved.

A quelques semaines de Noël, et après un deuxième week-end de manifestations des "gilets jaunes" qui a de nouveau fortement perturbé l'activité économique du pays, patrons, commerçants et artisans pressaient lundi le gouvernement de prendre des mesures rapides pour les soutenir.

Une réunion est organisée à 16H00 à Bercy avec des organisations patronales, des fédérations de commerçants et d'artisans, d'assureurs et de banques, d'hôteliers et de restaurateurs... Ce sera l'occasion de mesurer "l'impact sur les ventes actuelles et notre économie" des manifestations, et de voir "les conséquences qu'il faut en tirer", a assuré le ministre de l'Economie Bruno Le Maire dimanche sur BFMTV.

Le ministre a précisé qu'il demanderait aux assureurs et à la Banque publique d'investissement (Bpifrance) d'envisager une prise en charge des pertes de chiffre d'affaires des commerçants pénalisés par les blocages.

Le Medef a d'ores et déjà demandé au gouvernement de "réactiver rapidement la cellule de continuité économique" (CCE) pour soutenir les entreprises pénalisées par le mouvement des "gilets jaunes".

La CCE, activée en cas d'événement ayant un fort impact sur l'activité, réunit les représentants de l'ensemble des secteurs économiques et les services de l'Etat.

Elle permet le cas échéant d'informer les acteurs économiques des mesures prises pour limiter les conséquences immédiates d'une crise pour les entreprises, comme l'étalement des échéances fiscales et sociales.

"Entre les magasins bloqués ou à l'accès filtré, les clients qui n'osent plus venir en magasin et les produits qui manquent, la situation est très sérieuse", a affirmé pour sa part à l'AFP Jacques Creyssel, le délégué général de la Fédération du commerce et de la distribution (FCD), citant le Midi, la Normandie et l'Est comme autant de zones très compliquées.

Tous les échos qui remontent à la FCD font état "encore une fois", d'une "très forte baisse du chiffre d'affaires ce week-end" - les chiffres précis n'étant pas encore disponibles - avec "de plus en plus de problèmes d'approvisionnement".

"Il y a des entrepôts bloqués depuis plusieurs jours, de moins en moins de camions qui peuvent approvisionner les magasins en produits frais, notamment dans le sud", a-t-il ajouté.

La FCD demande à nouveau que les forces de l'ordre puissent libérer totalement l'accès aux magasins et entrepôts, "car cela fait neuf jours à présent, les conséquences économiques sont extrêmement dures, ça ne peut pas durer", a insisté Jacques Creyssel.

Le **Conseil national des centres commerciaux (CNCC)** a fait état quant à lui dans un communiqué d'une "baisse (de leur fréquentation, ndr) de 9% sur l'ensemble du week-end dont, 15% le samedi, jour traditionnellement de plus forte affluence avec une grande disparité entre l'Ile-de-France et les autres régions".

"Les blocages des routes et ronds-points a en effet fortement pénalisé en province les centres périphériques uniquement accessibles en voiture", précise le **CNCC**, en rappelant que l'an dernier, le week-end de promotions dit du "Black Friday" avait généré une hausse de fréquentation de 8%.

Artisans, commerçants et professions libérales alertent également sur l'impact du mouvement des "gilets jaunes" sur leur activité.

"On a un certain nombre de collègues qui sont pénalisés par le mouvement, par exemple dans le bâtiment, où certaines entreprises ont du mal à accéder aux chantiers", a ainsi souligné à l'AFP Alain Griset, président de l'U2P (Union des entreprises de proximité).

"Si le mouvement se poursuit, ça va mettre en danger un certain nombre d'entreprises", a-t-il ajouté. Or "on va rentrer dans la dernière ligne droite des préparations de Noël. C'est un moment très important pour les commerçants", qui réalisent parfois en décembre "un double mois" en termes de chiffre d'affaires, a-t-il rappelé.

M. Griset, qui sera présent à la réunion à Bercy et pour qui "il faut absolument que le gouvernement propose des solutions", réclame notamment "un étalement du paiement des cotisations sociales" et le "soutien des banques" aux entreprises concernées.

vab-lrb/soe/mcj

Document AFPFR00020181126eebq008y9